

Eclairage



PATRICK VINCENT
PROFESSEUR DE LITTÉRATURE ANGLAISE
ET AMÉRICAINE

LA DÉMOCRATIE SUR LE BULLETIN DE VOTE

A une semaine des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, tous les signaux sont au rouge.

Plutôt que de mettre en avant les victoires de l'administration Biden, les Démocrates ont misé sur une seule carte, le droit à l'avortement, oubliant leur slogan que «c'est l'économie qui compte, idiot». Inflation et crise énergétique obligent, l'électorat indépendant va très probablement voter massivement pour l'opposition.

Certes, le parti au pouvoir perd toujours des plumes lors de ces élections, perçues comme un référendum sur le président en exercice. La cote de popularité de Biden est toutefois en berne. A cela, il faut ajouter la clarté du message des Républicains, qui fustigent l'immigration, le crime, et la culture «woke» qui prône plus de justice sociale.

Enfin, de nombreux redécoupages de districts électoraux et le durcissement des conditions de vote donnent aussi un avantage au «Grand Old Party (GOP)».

TOUS LES ÉLÉMENTS SERONT MIS EN PLACE POUR UN RETOUR AU POUVOIR DE L'HOMME ORANGE EN 2024, QU'IL SOIT OU NON ÉLU DÉMOCRATIQUEMENT.

Il s'agirait presque d'une année électorale normale, si ce n'est que le GOP reste hanté par le spectre de Donald Trump. Ce dernier a instrumentalisé le mythe de l'élection volée de 2020 afin d'inféoder son parti et de consolider le mouvement «America First». Ces élections permettront donc de mesurer le degré de nuisance de l'idéologie trumpiste.

Au Congrès, où l'entier des 435 sièges à la Chambre et 35 sièges au Sénat sont en lice, les sondages indiquent que les Démocrates perdront leur majorité. Il suffirait aux Républicains de gagner cinq sièges de représentants. Or, en grappillant des voix dans les Etats démocrates, ils risquent d'en remporter 30.

Pareil pour les postes de gouverneur, notamment à New York, en Pennsylvanie et dans l'Oregon. Même l'élection des secrétaires d'Etat fait froid dans le dos: dans quinze Etats, dont plusieurs clés, des candidats qui adhèrent au «Grand mensonge» seront peut-être responsables de la tenue des élections futures.

A quoi pouvons-nous nous attendre en 2023-2024?

Si les Républicains obtiennent la majorité au Congrès, ils cherche-

ront à nuire à l'actuel président en coupant dans son budget, en mettant en péril le soutien à l'Ukraine et la transition énergétique. Ils bloqueront toutes ses propositions de lois et de nominations, comme ils l'avaient fait avec Barack Obama.

Et ils entraveront les procédures contre Trump tout en enquêtant sur les affaires de Hunter Biden, ce qui pourrait mener à un procès de destitution contre son père.

Dans les Etats, les élus républicains réécriront les lois sur l'avortement, redessineront les districts électoraux et interdiront le vote par correspondance. La polarisation entre les deux partis s'accroîtra et la violence à l'égard des minorités aussi.

Tous les éléments seront mis en place pour un retour au pouvoir de l'homme orange en 2024, qu'il soit ou non élu démocratiquement.



LE CLIN D'ŒIL DU LECTEUR

Des oiseaux migrateurs se sont donné rendez-vous sur cette grue de Cressier avant le grand envol.

Photo envoyée par Jean-Michel Béguin, de Cressier

POINT DE VUE

Dangereuse privatisation de l'eau en Europe

JACQUES-ANDRÉ TSCHOUMY, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA MAISON DE L'EUROPE TRANSJURASSIENNE



L'eau est notre patrimoine commun. Elle est un bien vital. Et un droit pour tous. Or, 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable à domicile.

Et l'eau se privatise. L'échange marchand domine le marché. Pour beaucoup, à la Banque économique mondiale, l'eau ne serait pas un bien universel, mais un bien économique, produit du marché, porteuse d'intérêts financiers, dont le prix acceptable est le seul souci des économistes.

L'évolution est d'autant plus préoccupante que si l'eau n'est pas rare, sa qualité l'est. Elle est trop souvent polluée – cent fleuves dans le monde sont contaminés – et son autorégénération n'est plus respectée.

On ne parle plus de droit universel de l'eau, mais de produit à prix abordable, à rendement optimisé.

La vie n'est plus sacrée, elle est commercialisée. L'ancienne Communauté européenne est devenue un Marché commun. L'Europe coordonne le bon fonctionnement des marchés de l'eau par l'Union du commerce qui la régle.

La Bourse des matières premières a ouvert le marché boursier aux transactions de l'eau. Une des conséquences sera que l'agriculture, par exemple, passera sous les prix spéculatifs de l'eau, comme le pétrole. Un autre résultat sera que la marchandisation de l'eau conduira à l'extinction des espèces.

L'Europe privatise l'eau à coups de décrets, elle la marchandise. Ici, elle se trompe de chemin, car l'eau n'est pas un bien économique de quelques-uns.

Ce courant est montant. On assiste à une dangereuse et progressive privatisation de l'eau en Europe.

Mais «les catastrophes ne sont pas inévitables», a

déclaré Riccardo Petrella, auteur du Manifeste mondial de l'eau, en ouverture de la Semaine de l'Europe de Neuchâtel ce printemps, qui était consacrée à l'eau dans les villes d'Europe.

Une résilience s'impose.

Tel est le cri d'alarme lancé à une Europe qui alterne le meilleur et le pire. Elle affiche une unité retrouvée en Ukraine et se mobilise face à la culture tyrannique de la Russie. En même temps, elle privatise l'eau à coups de décrets, elle la marchandise.

Ici, elle se trompe de chemin, car l'eau n'est pas un bien économique de quelques-uns. Elle est le bien de tous, un bien commun que nous devons protéger.